La nostalgie du communisme



GETTY

Du communisme, il ne reste que les files quotidiennes interminables pour le pain et devant les banques.

Par **Hector Lemieux**, à La Havane

Le décès de Fidel Castro, il y a 10 ans, a marqué la fin d'un régime ultra-autoritaire. Pour autant, le gouvernement actuel a été incapable de le remplacer par un système viable.

Frank Sinatra chante sur la Rampa, les Champs-Elysées de La Havane. Branché sur un panneau solaire faute d'électricité, un haut-parleur au son langoureux magnifie *My Way*. Bières Cristal en main –la préférée de Cuba, dit le slogan–, quelques couples d'amoureux écoutent le *crooner* dans un petit bar. Vedette à La Havane avant la Révolution, l'Américain a longtemps figuré sur la longue liste noire des artistes indésirables. Il est aujourd'hui inconnu dans l'île, mais près de 10 ans après son décès, dans la nuit du 25 au 26 novembre 2016, Fidel Castro doit se retourner dans sa tombe du cimetière Santa Ifigenia de Santiago.

Sinatra, associé à la pègre américaine, qui menait grand train dans les suites de l'hôtel Nacional ou du Riviera dans les années 1950, représentait tout ce que Fidel et les Barbudos haïssaient. Il a fallu attendre cette année 2016, avec le concert des Rolling Stones au mois de mars, le débarquement des touristes *yankees* sous Barack Obama et un Castro à bout de souffle, moins vigilant, pour que la musique anglo-saxonne ait réellement droit de cité. «Les Cubains ne détestent pas les Américains, seulement Trump», plaide Ariana (1), une jeune quadragénaire.

L'entrée en scène de Trump

La mort du *Líder Máximo* n'est pas seulement une date, elle marque un changement radical au sein de la société cubaine. Elle coïncide à peu près avec la fin du mandat de Barack Obama, l'entrée en scène de Donald Trump et l'effacement progressif du fidelisme.

Au cœur de Centro Habana, le résident d'un petit appartement sombre a déposé un bric-à-brac devant sa porte: un dessin de Charlot, des chiffons troués, des contenants de produits domestiques antédiluviens – ici, rien ne se jette. Sur un compteur électrique, une photo



«Sous Fidel, personne ne mourait de faim.»

jaunie du Comandante, déjà âgé, recouverte de babioles. Une scène révélatrice: s'il reste bien l'un ou l'autre cliché de lui dans les administrations, quelques panneaux au bord des routes, son image se fait plus rare. Le président avait demandé qu'après sa mort, il ne soit érigé aucun monument à sa mémoire et qu'aucune rue ne porte son nom. Un vœu presque exaucé, si ce n'est le luxueux Centro Fidel Castro Ruz, un immense palais inauguré il y a cinq ans dans le quartier du Vedado.

Le père des Cubains

Il faut se remémorer ce que fut le deuil national de Fidel Castro. Pendant neuf jours, la musique et l'alcool furent interdits. Du jamais-vu au pays du rhum et de la salsa. Sur les routes entre La Havane et Santiago, des millions de Cubains, parfois contraints, parfois sincères, agitaient des petits drapeaux «*Yo Soy Fidel (NDLR: Je suis Fidel).*» Il y eut des pleurs, même si l'homme inspirait un mélange de respect et de terreur. Très peu de Cubains osaient émettre une opinion politique. Ceux qui s'y risquèrent, journalistes indépendants, écrivains, artistes, finirent en prison, pour ...



BELGA

Les alliés de La Havane, dont la Russie, se font rares. Et donnent peu.

… les plus chanceux, ou dans des camps de travail, les tristement célèbres unités militaires d'aide à la production, au milieu des années 1960. D'autres ont disparu.

Désormais, les habitants ont oublié les pires côtés du fidelisme pour ne se souvenir que des aspects positifs à leurs yeux. Les plus de 30 ans s'en rappellent souvent avec affection. Pour eux, il était le père des Cubains. «Fidel était capable de tout pour nourrir son peuple, avance Ariana. Il trouvait toujours une solution. Même dans les moments les plus difficiles, on mangeait un œuf au repas et des haricots. Personne ne mourait de faim. Il y avait des médicaments, de l'eau, de l'électricité et pas de délinquants.»

Le capitalisme, les Cubains en rêvaient dans les années 2000; c'est moins vrai aujourd'hui, à tout le moins tel qu'il est actuellement, mal ficelé, aux objectifs flous, un mélange de corruption et d'exclusion. Un échec total. Jamais le roman prémonitoire de l'écrivaine cubaine Wendy Guerra, *Tout le monde s'en va*, paru en 2008, n'a été autant d'actualité. Non seulement les jeunes partent, mais aussi les plus âgés, moins vers les Etats-Unis, mais beaucoup vers l'Espagne, l'Italie, le Mexique ou le Brésil… à peu près vers tous les pays possibles, persuadés que la vie ne peut qu'y être que meilleure.

«Je partirai aux Etats-Unis plus tard pour gagner de l'argent», assure Camila, 16 ans. Flavia, elle, a abandonné il y a cinq ans sa belle demeure et sa petite entreprise de traiteur pour la France. Elle a résisté à tous les assauts de la bureaucratie castriste, aux «inspecteurs corrompus qui infligeaient des amendes pour un oui ou pour un non», avant de se résoudre à quitter son île. «Les vieux dirigeants ne lâcheront jamais le pouvoir. Eux et leurs familles profitent de tout pendant que le peuple meurt de faim. J'aimerais tellement que Cuba change pour rentrer dans mon pays», espère cette quinquagénaire employée dans une maison de retraite du sud de l'Hexagone.

«Les Cubains ne détestent pas les Américains, seulement Trump.»

Officiellement, l'île est toujours communiste. Les autorités le revendiquent farouchement lors des commémorations et déclarations officielles. Dans les faits, le président Miguel Diaz-Canel, au pouvoir depuis 2018, a décapité le système et ses composantes d'antan: égalité sociale, égalité salariale, santé gratuite pour tous. Yarisa, la trentaine, en est persuadée: «Le communisme, c'est fini. Si tu as de l'argent, tu peux te nourrir. Les entreprises privées appartiennent à nos chefs. On y paie en dollars. On y trouve de tout, du fromage, du jambon serrano à 4.500 pesos (4,5 euros) les 100 grammes (le salaire mensuel moyen des Cubains). Si tu n'as pas de *Fullas (NDLR: dollars)*, tu es *Frito (NDLR: cuit)*.» Avec la famine à la clé.

Les premières victimes sont les personnes âgées. Elles sont des milliers à mendier dans la capitale. Impensable autrefois. Sur l'allée du Prado, un vieillard très maigre s'assoit sur un banc en pierre, si essoufflé qu'il semble au bord de l'apoplexie. Avant, le carnet de rationnement garantissait un minimum pour se nourrir. Les autorités l'ont abandonné. Instauré en 1963 pour faire face aux conséquences de l'embargo imposé par John F. Kennedy l'année précédente, «il a disparu, conte Yarisa. Le gouvernement dit qu'il l'a maintenu pour les personnes vulnérables, mais c'est faux. Le nombre de produits diminuait déjà depuis plusieurs années. Il ne restait plus qu'un peu de riz, du sel, du sucre. C'est fini.»

Les portes de la solidarité se sont même refermées dans les foyers. On ne partage plus le café avec le voisin venu passer un moment à la maison. L'excellente médecine cubaine, minée par les départs à l'étranger, la pénurie de médicaments et d'équipements, n'est plus que l'ombre d'elle-même. Le nouveau régime ne parvient plus à protéger les habitants des vols à l'arraché, voire des meurtres crapuleux. De fait, la peur de la police a disparu. Du communisme, il ne reste que les files quotidiennes interminables pour le pain ou devant les banques.

Un pays sans gouvernance

Ici, la productivité, la publicité, le marketing n'ont jamais existé. La culture du «tout est dû», tant pour ce qu'il était des carnets de rationnement que des subventions ou l'argent des cousins de Miami, est toujours présente. Bien qu'il n'existe pas de chiffres fiables, on sait que peu de Cubains travaillent. Le secteur public est moribond. Les privatisations, enclenchées depuis quelques années, cumulent corruption et affairisme.

Telle la pharmacie illégale d'une Russe, connue dans toute la Vieille Havane pour vendre à vil prix des médicaments dont les notices sont en cyrillique. Le commerce génère des millions d'euros de revenus par an. «Il est impossible que le gouvernement ne soit pas au courant. Il y a un accord entre la Russe et nos chefs, qui se partagent l'argent», estime une cliente venue acheter un antibiotique.

Cuba semble à la dérive, sans gouvernance, si ce n'est l'omniprésence de la Sécurité d'Etat. Les alliés de La Havane, la Chine et la Russie, se font rares. Et donnent peu. En 2026, même le Mexique a réduit considérablement ses échanges commerciaux par rapport à 2025, sous la pression de Trump. Les investisseurs étrangers ont en partie déserté l'île. Les touristes également. Les caisses de l'Etat seraient toujours plus vides selon les autorités même si, là aussi, on ne possède pas de chiffres vérifiés. Ici, les paramètres de calcul sont trop différents de l'Occident. Pour savoir, il faut écouter les habitants et se résoudre à l'approximatif. Face à cette catastrophe économique, le président multiplie les voyages à l'étranger pour solliciter d'improbables aides à droite, à gauche. Sans grand succès, car Miguel Diaz-Canel n'est pas Fidel Castro.

La Révolution, elle, n'intéresse plus les jeunes. Tant Camila que son frère, Elvis, s'en moquent. «Ce qui me passionne, c'est le foot, le Real Madrid. La politique, non, ça, on n'en parle jamais à l'école», affirme l'adolescent de 14 ans, en changeant son accent roulant de l'Oriente (l'est du pays) pour celui de La Havane, où il vit depuis trois ans. Les Cubains dénoncent les inégalités qui n'auraient pas eu cours «du temps de Fidel». La tante de Camila, Norelis, 55 ans, elle, en rit: «On va finir par se manger entre nous.» ●

(1) Les noms ont été modifiés.

Anne Lagerwall

A la marge
Le Myanmar, responsable du génocide des Rohingyas



Le 19 novembre, la Cour internationale de justice (CIJ) a notamment établi que le Myanmar a commis un crime de génocide à l'encontre des Rohingyas à travers les opérations menées par ses forces de sécurité en 2017 dans l'Etat rakhine. C'est la première fois que la Cour conclut qu'un Etat est responsable d'un tel crime. Dans l'affaire qui avait opposé la Bosnie-Herzégovine à la Serbie-Monténégro au sujet du génocide perpétré à Srebrenica en 1995 par des groupes armés, la Cour avait estimé que ces groupes ne relevaient pas de la Serbie, mais que cette dernière n'en avait pas moins manqué à son obligation de prendre toutes les mesures à sa disposition pour tenter de les empêcher d'agir et prévenir le génocide des musulmans de Bosnie.

L'arrêt de la Cour est également important parce qu'il apporte des éclaircissements au sujet de ce crime qui se caractérise, selon la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, par des actes perpétrés contre un groupe national, ethnique, racial ou religieux dans l'intention de le détruire comme tel, en tout ou en partie.

La Cour rappelle que des actes meurtriers ou violents constituent un crime de génocide lorsqu'ils visent au moins une «partie substantielle» du groupe. La Cour en est convaincue en l'espèce, non seulement en raison des 10.000 personnes tuées, mais aussi des centaines de milliers qui ont assisté aux meurtres et aux incendies de leurs habitations dans des centaines de villages pris pour cible, ou qui ont été forcées de fuir les opérations armées et les exactions, de quitter leurs familles et leurs foyers pour prendre la route dangereuse de l'exode en s'exposant au risque d'être attaquées, tuées ou violées par les forces de sécurité.

La Cour rappelle aussi qu'on peut déduire une intention génocidaire des circonstances factuelles si l'intention génocidaire est «la seule déduction raisonnable» au vu des faits. Le Myanmar contestait avoir été animé d'une telle intention en expliquant avoir mené des opérations antiterroristes en riposte à des attaques menées par l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA), un groupe armé qui avait effectivement visé les forces du Myanmar en 2017. Pour la Cour, une intention génocidaire n'est pas forcément exclusive d'autres intentions. Elle relève, du reste, que les opérations antiterroristes en question ne distinguaient pas les civils des combattants présumés de l'ARSA et comprenaient l'exécution de garçons et d'hommes, la commission de viols parfois collectifs de filles et de femmes, la prise pour cible d'enfants et de nourrissons, la destruction systématique de villages et les attaques contre des civils en fuite. Au vu de tous les éléments de preuve apportés, la seule déduction raisonnable qui puisse expliquer les actes du Myanmar, d'après la Cour, est l'intention de détruire une partie substantielle de la population rohingya du nord de l'Etat rakhine.

La Gambie avait introduit cette action en 2019 en vertu de la Convention de 1948 qui permet à tous les Etats qui en sont parties de saisir la Cour pour vérifier le bon respect de la Convention.

Anne Lagerwall
est professeure de droit international à l'ULB.